

## COMMENT L'IA CONTRIBUE À CRÉER UNE NOUVELLE VALEUR ?

Le cyberspace semble se constituer comme un espace-temps parallèle qui échappe aux lois et aux réglementations. Pourtant, il colonise notre quotidien par l'extraction de données personnelles au profit d'une économie informationnelle qui ouvre un nouveau champ de rapports de force entre usagers producteurs-consommateurs de données, institutions régulatrices et plateformes numériques.



### L'information, un capital économique

L'information a toujours été un facteur essentiel de gestion du pouvoir. Avec l'émergence des technologies de l'information et de la communication renforcée par le développement d'Internet, elle est au centre d'une nouvelle économie qui lie étroitement techniques, savoirs et pouvoirs.

Les données sont les informations numériques en circulation sur l'ensemble des appareils connectés : des codes, des chiffres, des contenus textuels ou audio-visuels, des images et des photos etc... Tout ce qui est produit sur Internet ou enregistré sur des appareils connectés constitue des données brutes qu'il faut traiter pour les rendre exploitables c'est-à-dire pour les intégrer dans des bases qui puissent être traitées par algorithmes. Le Big data (les mégadonnées) est l'ensemble de cet immense système des données.

On parle aujourd'hui de datafication de la société pour désigner l'emprise du Big Data qui transforme des éléments du social en données marchandables permettant ainsi la création d'une nouvelle forme de valeur. Dans ce sens, Internet n'a été qu'une première étape. Le cloud, l'Internet des objets (IoT) et la 5g rêvent d'aller encore plus loin et de pouvoir capter l'intégralité de la société sous forme de données.

On ne peut comprendre l'IA sans lier son destin à celui du Big data. Les algorithmes de l'IA ont besoin de données structurées pour apprendre mais, pour extraire, traiter et rendre exploitables des données brutes, il faut également des algorithmes chaque fois plus perfectionnés. Les données s'apparentent dès lors à un capital qui organise la production de la valeur informationnelle.



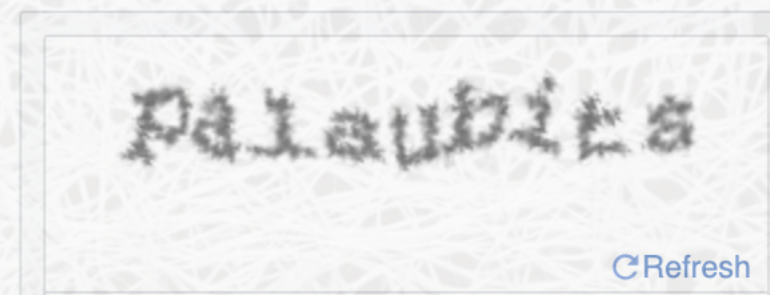
### Suivre à la trace les usagers

La création de valeur est éparpillée, massive et en apparence participative mais pourtant elle est loin d'être neutre. Du plus insignifiant contenu au plus élaboré, d'un clic à la réalisation de vidéos et autres créations audio-visuelles, de blogs, d'articles, d'albums photos virtuels, toutes les traces et les contenus sont captés, hiérarchisés pour identifier de nouveaux publics cibles pour des publicités mais aussi pour alimenter l'apprentissage de l'IA. La nouvelle valeur est alors captée par des plateformes comme Google ou Amazon qui transforment le libre accès à l'origine d'Internet en gains.

C'est sur les mesures prédictives, focalisées sur les traces que l'on laisse sur internet, que se concentre cette nouvelle économie. Ces traces sont multiples : commentaires, requêtes, historiques de navigation... Les techniques de traitement statistique de ces usages individuels enregistrés ne sont pourtant jamais explicitées, elles restent dans les coulisses de Google, sans aucune visibilité pour l'utilisateur qui pourtant les produit. Ce sont ces traces qui vont être utilisées suivant des processus de captation par les cookies, par le scanne de contenus des courriels, par la géolocalisation des connexions faite sur les smartphones et les puces RFID ou par les historiques indexés sur les bornes Wifi.

Il s'agira ensuite pour les algorithmes des plateformes de recouper les données par mots clés et d'établir des profils types de consommateurs à partir des données personnelles pour ensuite les revendre aux publicitaires ce qui revient à une mise en enchère des utilisateurs.

CAPTCHA Security check (what is this?)







## Le digital labor

Au-delà du commerce de données, il faut aussi prendre en compte l'autre aspect de la valeur qui est celui du travail. Une nouvelle chaîne de production se crée, marquée par une répartition de la valeur profondément inégalitaire et un surplus de travail non rémunéré. C'est le digital labor qui selon le sociologue Antonio Casilli, s'assimile à un travail tâcheronnisé et datafié enrôlé au service des systèmes d'apprentissage automatiques. Le digital labor pousse à l'extrême l'externalisation et la fragmentation du travail déjà à l'oeuvre dans l'économie néolibérale en consacrant la place privilégiée des plateformes dont le fonctionnement se base sur l'intermédiation informationnelle. Les plateformes, en louant un hébergement et une capacité de mise en relation algorithmique, ne produisent aucune valeur mais la captent par intermédiation, que ce soit à travers le travail des usagers qui vont noter ou commenter une prestation, par les commissions perçues pour bénéficier de l'intermédiation, ou grâce à l'utilisation des données pour entraîner des intelligences artificielles.

La partie la plus visible du travail numérique est le micro-travail basé sur la parcellisation des tâches à l'image de l'Amazon Mechanical Turk. Les plateformes parlent de crowdsourcing ou de travail collaboratif, ce qui laisserait planer l'idée d'une mise en commun de l'espace internet quand il s'agit au contraire d'une nouvelle forme d'exploitation. Plus grave, c'est l'ensemble des usagers qui sont enrôlés dans ce travail invisible qui consiste à réaliser des micro-tâches sans même y prêter attention. Le système recaptcha est emblématique : sous couvert de s'identifier comme humain, Google utilise les usagers pour reconnaître des mots ou des images qui serviront ensuite à entraîner ses algorithmes pour la numérisation de livres ou la reconnaissance automatique de formes. Malgré le fait que les actions réalisées sur le net paraissent anodines, non spécialisées et à faible niveau d'implication, elles n'en constituent pas moins une nouvelle chaîne de production internationale complètement atomisée et d'une ampleur inégalée.



## Des enjeux éthiques et sociétaux

La production massive des données et leur extraction illimitée par un petit groupe de plateformes contribuent à brouiller les frontières entre consommateurs et producteurs, travail et loisir, vie publique et vie privée.

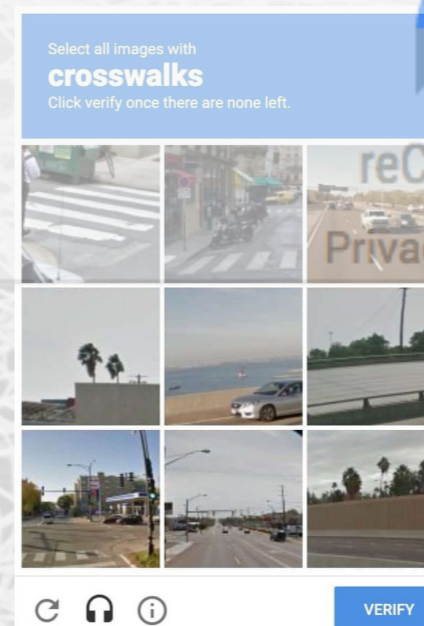
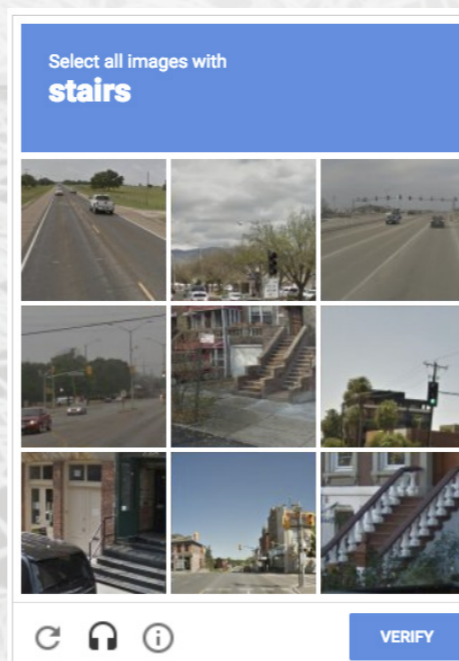
Un immense débat a également lieu sur les questions de droits et d'éthiques autour de la propriété intellectuelle des contenus en ligne et du respect de l'identité personnelle à travers les données. De plus en plus les individus font valoir leurs droits contre la libre-circulation et l'appropriation des données. Face à la défense de droits exclusifs attaqués de toute part, certains actent la mort de la vie privée, d'autres appellent à une réorientation des données comme biens communs ou évoquent la nécessité de trouver de nouvelles formes de financement pour les auteurs et les contenus créatifs comme la taxation des diffuseurs de contenus. Une question fondamentale se pose pourtant sans trouver de réponses pertinentes : comment organiser la rareté à l'heure du Big data, quand tout contenu devient répliquable et accessible ?

L'Europe a instauré un Règlement général sur la protection des données (RGPD) en application depuis 2018, qui encadre l'utilisation des données à caractères personnels (comme les données biométriques). Avec la RGPD, il a été acté que chaque citoyen pourrait avoir un contrôle minimal sur ces dernières (portant sur la portabilité de ses données et contenus, sur le droit d'autoriser leur mise en circulation, leur mise à disposition et leur libre utilisation) toutefois cette mesure manque de visibilité et de publicité et l'application d'un tel dispositif demande un rapport de force avec les plateformes qui est inexistant.

Le fond du problème est paradoxal : à l'heure du Big data où une masse impressionnante de données est disponible, l'information est contrôlée par une infime minorité de groupes économiques qui n'ont de comptes à rendre à personne. Les plateformes et les réseaux sociaux comme Facebook participent d'une monopolisation intellectuelle dans la mondialisation qui revient à privatiser la connaissance au sein d'une division internationale du savoir inédite.



I'm not a robot



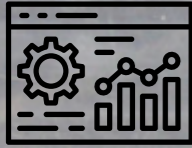
reCAPTCHA  
Privacy - Terms





## L'IA A-T-ELLE LES MOYENS DE CONTRÔLER LA SOCIÉTÉ ?

En étant un outil d'extraction et de traitement des données issues du Big data, l'IA devient un enjeu géopolitique et contribue à instaurer un contrôle social qui pose de nombreux problèmes éthiques et politiques.



### L'instauration d'une société de contrôle et de calcul

Le juriste Alain Supiot a montré comment il y a eu une contagion d'un modèle d'organisation du travail basé sur la cybernétique à un modèle de gouvernance politique des sociétés où la force des nombres a remplacé celle des lois. En effet, on assiste à une généralisation de la calculabilité et à une systématisation de la politique des indicateurs à l'ensemble des activités humaines, deux phénomènes caractérisés par le règne des sondages au détriment de l'analyse, par l'imposition d'obligations de résultats chiffrés et par une volonté plus générale de « chiffrer le monde » pour mieux influencer sur les comportements sociaux et individuels. On assiste à un renversement du cadre démocratique puisque la procédure managériale et la gestion algorithmique se constituent comme une vérité inattaquable des chiffres, des chiffres qui sont entièrement orientés vers l'efficacité, la productivité et la rentabilité.

La technique s'est finalement transformée en technopouvoir, un terme qui désigne ce règne de « l'objectivité scientifique » des machines et particulièrement des algorithmes. Cette nouvelle gouvernance est incarnée par les secteurs les plus « disruptifs » de l'économie. Au sommet, on trouve les GAFAM désignant les géants de l'économie numérique puis les autres plateformes et enfin, par « ruissellement » les start-ups et les modèles dérivés de management qui s'appliquent jusque dans les administrations publiques.

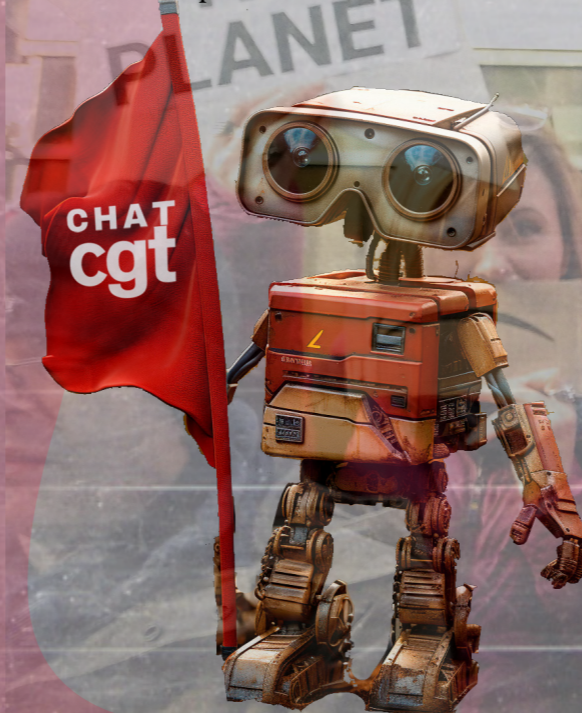
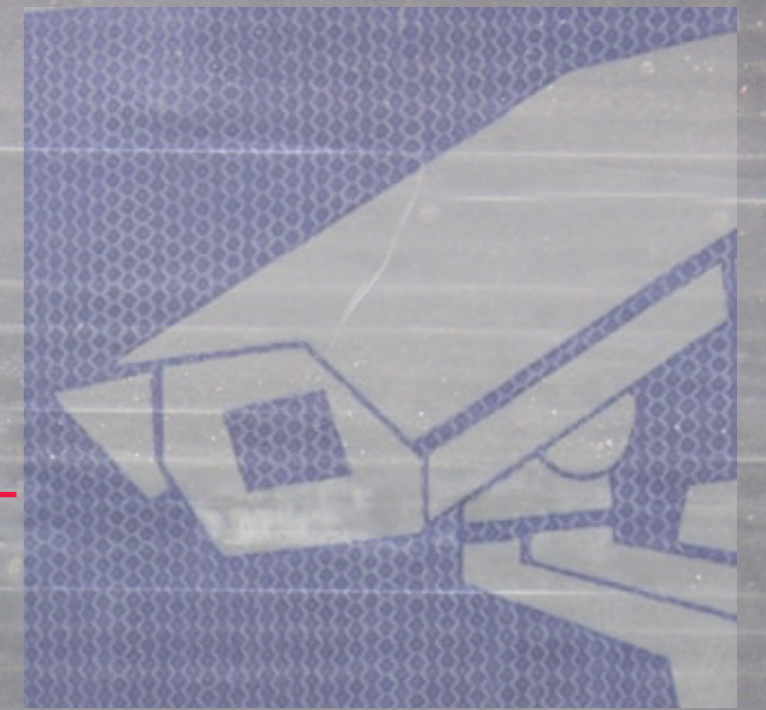
Les données du Big Data ne sont pas seulement massives, elles sont malléables. Et c'est le traitement par intelligence artificielle qui permet cette flexibilité, que ce soit au sein de la machine pour extraire et traiter les données ou au sein des réseaux pour les diffuser. Comme le rappelle l'économiste Cédric Durand, le Big Data se caractérise par « le fait d'être générées en continu, de viser simultanément à l'exhaustivité et à la granularité, et d'être produites de façon flexible afin de pouvoir toujours s'annexer des sources de données supplémentaires ».

Des auteurs comme Bernard Stiegler ou Dominique Cardon parlent de l'émergence d'une société automatique ou de calcul puisque les pratiques sociales et individuelles doivent être ramenées à des automatismes comportementaux quantifiables grâce à l'action algorithmique. Sous prétexte de personnaliser, maximiser, fluidifier ou simplifier la vie, les tâches et les pratiques sociales, on aboutit à ce que Sadin nomme une totalisation numérique.



### Du traitement des données à la manipulation des comportements

L'objectif du traitement des données par les plateformes n'est pas seulement de faire de la publicité mais de transformer l'ensemble du réel en données exploitables. L'idée est simple : avec Internet, le cloud et les objets connectés tout peut être mis en réseau. On vit déjà à l'heure de l'omniprésence des capteurs numériques dans l'espace public et privé, des puces peuvent être intégrées au vivant, des collecteurs automatisés d'informations sous forme de capteurs, de caméras, de microphones ou de logiciels d'évaluation sont destinés à accompagner les individus au quotidien que ce soit avec la domotique et l'Internet des objets, la « smart city », les véhicules autonomes, les applications du « quantified self »...







Les données servent à objectiver le réel au sein de modèles prédictifs qui permettent de personnaliser l'offre publicitaire sur Internet suivant les goûts de chacun, ce qui s'apparente à une manipulation des désirs et à un enfermement dans des bulles filtrantes où les suggestions d'amis des réseaux sociaux, d'achats ou de centres d'intérêts renvoient sans cesse l'utilisateur à ce que l'algorithme croit bon pour lui.

Une fois extraites et traitées par algorithmes pour en tirer des prédictions, les données sont prêtes à l'usage. Le profilage sert à personnaliser les offres algorithmiques que l'on rencontre au cours des navigations internet mais implique par contre coup des usages de plus en plus individualistes qui incluent des mesures de réputation et des dispositifs d'évaluation permanente. L'existence individuelle par les réseaux sociaux se mesure désormais en likes, en commentaires, en notation pour des prestations airbnb ou pour des achats en ligne. Ce profilage algorithmique « pour notre bien » est donc moins anodin qu'il n'y paraît, il sert à filtrer et programmer le social en même temps qu'il vise à tout connaître de chaque personne pour mieux influencer et orienter ses comportements.

Le traitement des données par la gestion algorithmique acte la fin de la vie privée puisque tout doit être visible et projette le monde social dans un système panoptique où l'hyper-personnalisation revient paradoxalement à enlever toutes formes de subjectivité aux usagers puisque ces derniers sont transformés en données que l'on peut commercialiser.

### Une intelligence artificielle au service de la bêtise humaine et du contrôle politique ?

De nombreux auteurs dont Soshana Zuboff, Eric Sadin, Antoinette Rouvroy ou Thomas Berns dénoncent cette emprise des algorithmes qui fait naître un nouveau système de gouvernance algorithmique ou de capitalisme de contrôle qui cherche à faire de l'expérience humaine une matière première pour servir des fins commerciales qui finalement transforment radicalement les modes sociaux de relation et de communication. Il ne s'agit plus de comprendre les comportements mais de les transformer.

Les conséquences sociales du numérique sont multiples. La personnalisation qui faciliterait la vie s'apparente à un prêt à penser qui n'encourage finalement que la recherche de la facilité et le renoncement à la complexité des choses. Les réseaux sociaux s'apparentent à des bulles affinitaires qui détruisent toute curiosité ou capacité de débat. L'intelligence artificielle générative s'inscrit dans la même logique de production d'un savoir automatique qui menace les capacités d'analyse critique ou de créativité.

L'IA par sa capacité de traitement, d'analyse et de prédiction donne un pouvoir démesuré à une petite élite économique située tout particulièrement dans la Silicon Valley et dont les ressorts sont d'abord idéologiques. Cette idéologie se base sur le refus de tout type de régulations, sur la négation de la complexité sociale au nom d'un individualisme triomphant, sur l'idée d'un solutionnisme et d'un déterminisme technologique qui permettrait à l'IA de pouvoir tout résoudre et corriger les déficiences humaines dans une fuite en avant qui mène à la singularité technologique.

Enfin cette « siliconisation » du monde se base sur la diffusion d'un modèle disruptif qui prend de vitesse les institutions et menace la démocratie. Le problème de la gestion algorithmique, de son manque de transparence et de la privatisation des données n'est pas éthique mais politique. En court-circuitant les lois, les normes et les décisions humaines, la problématique centrale est celle de la souveraineté des peuples à décider des usages technologiques et de la responsabilité politique quand les prises de décision deviennent automatiques. D'autant plus que l'usage des données n'est pas seulement économique, il peut être détourné à des fins

politiques comme on l'a vu avec la multiplication des scandales dénoncés par des lanceurs d'alerte. Parmi les illustrations les plus criantes de ces dérives on trouve le programme PRISM de surveillance générale par la NSA, celui de Cambridge Analytica qui a créé un programme de manipulation de masse en faveur de la réélection de Trump ou encore les usages liberticides de la surveillance en Chine avec le système de crédit social qui évalue en permanence les citoyens chinois sur leur bonne conduite.

